

C'est un dimanche noir...



DAVID PITTET
Directeur général, Pittet Associés SA

Ainsi le peuple a-t-il parlé, et ça sera non. Un non claquant, qui sonne comme un désaveu pour le ministre Alain Berset, qui n'avait pourtant pas ménagé ses efforts pour essayer de faire aboutir un projet raisonnable et équilibré. Une alliance improbable de l'UDC, du PLR et d'une partie de la gauche, notamment la plus extrême, en a voulu autrement, empêchant à une faible majorité une réforme qui aurait fourni dix à quinze ans de «respiration» au système suisse de retraite. Alors, oui, c'est bien un «dimanche noir» pour le peuple suisse, de la même noirceur que celle qu'évoquait, un dimanche de 1992, un certain Jean-Paul Delamuraz.

Réformer un système de pensions n'est pas une chose facile, à aucun moment, dans aucun pays. Ça l'est apparemment d'autant moins quand une telle réforme doit être soumise, de manière quasi systématique, au scrutin populaire, tant la technicité du sujet, l'horizon temporel en jeu, l'influence de facteurs extérieurs peuvent rendre la votation si complexe, que le citoyen, aussi bienveillant qu'il puisse être, s'en retrouve à voter «avec les tripes». Mentionnons préalablement deux évidences, que l'on a peut-être trop souvent oubliées au cours de cette campagne:

- Le premier fait est de rappeler que, dans le contexte actuel (longévité, structure démographique, rendements financiers), cela va de toute façon coûter toujours plus cher, à moins de procéder à des baisses régulières et drastiques des prestations, ce que le peuple a toujours refusé. De ce point de vue, l'affirmation d'une gauche populiste prétendant que «demain, on rasera gratis» est fallacieuse et n'a pas contribué à la hauteur du débat.

Ensuite, (faire) croire que l'on puisse imaginer une réforme qui sera «éternelle», et qui puisse résoudre les problèmes de manière définitive, est parfaitement illusoire. Il va falloir se préparer désormais à (re)mettre l'ouvrage de la réforme des retraites sur le métier tous les dix ou quinze ans. Quand Benoit Genecand (PLR) prétendait au soir même de la votation sur les ondes de la RTS, qu'on allait «faire une réforme qui assainirait une fois pour toute le système», c'est tromper effrontément la population, et de manière un peu irresponsable. Aucune réforme ne peut assainir le système à long terme, ou alors son coût serait tellement prohibitif aujourd'hui qu'il enterrerait de lui-même le projet.

La réforme d'Alain Berset n'était sûrement pas idéale, elle était sans doute compliquée, mais elle présentait un paquet équilibré, qui aurait dû permettre de faire «avalier» au peuple deux pilules amères: l'âge de la retraite des femmes et le taux de conversion. La posture du PLR, qui s'est braqué définitivement sur la question des Fr. 70.- supplémentaires dans l'AVS, reste incompréhensible et représentera peut-être une rupture dans l'histoire politique de la Suisse moderne: le parti de la révolution radicale qui abandonne son rôle historique et se révèle le fossoyeur d'un compromis somme toute «bien helvétique».

Vers un projet Berset bis? Dès lors, que faire? A la télévision suisse-allemande, alors que les présidents des partis bourgeois promettent un nouveau projet avant les élections fédérales de 2019, Alain Berset rappelle que chaque projet de réforme par le passé a demandé cinq à six ans de travaux préparatoires. Le prétendu plan B du PLR n'en est pas vraiment un. Envisager d'assainir («une fois pour toute»!)

PRÉTENDRE QU'ON VA «FAIRE UNE RÉFORME QUI ASSAINISSE UNE FOIS POUR TOUTE LE SYSTÈME», C'EST TROMPER EFFRONTÉMENT LA POPULATION!

l'AVS, notamment en augmentant l'âge de la retraite des femmes, voire en «flexibilisant» la retraite de tout le monde, sans toutefois envisager de compensation sérieuse, semble être voué à un échec irrémédiable devant le peuple. Et le temps commence sérieusement à compter, dans la mesure où l'AVS est entrée dans une zone de déficit structurel de répartition. Alors quoi? Finalement, face à la contrainte du fond AVS qui se vide, un projet Berset bis, auquel on aura fait quelques ajustements de façade pour ne pas perdre la face, et auquel finalement se ralliera le PLR?

Pour le 2e pilier, la problématique n'est pas moins urgente, ni moins complexe, même si les institutions de prévoyance enveloppantes ont pu prendre des mesures d'ajustements sans attendre de changements légaux. Leur marge de manœuvre s'est néanmoins considérablement réduite! Les caisses de pensions qui appliquent le minimum LPP, quant à elles, peuvent être mises dans des situations très difficiles, notamment si leur structure démographique est défavorable. C'est donc, le cas échéant, le Fonds de garantie qui assumera d'éventuels dommages issus des retards de la réforme institutionnelle. Une question lancinante se pose néanmoins: pendant combien de temps les assurés vont-ils accepter de voir leurs prestations baisser, parfois drastiquement, sans avoir de perspectives claires sur la durabilité du système. La confiance dans le 2e pilier pourrait être mise à rude épreuve!

Les Suisses aiment bien se gausser des Français et de leur prétendue incapacité à se réformer. La Suisse est aujourd'hui un des derniers pays d'Europe occidentale à ne pas avoir entrepris de réforme sérieuse de son système de retraite. Alors certes, le système suisse disposait de réserves et d'un peu de marge, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Il faudra donc bien qu'un compromis helvétique sorte un jour des urnes, et il n'est pas impossible qu'il ressemble finalement beaucoup à «Prévoyance 2020». ■



FRANÇOIS SAVARY
Chief Investment Officer et responsable de la politique d'investissement du groupe Prime Partners

OPINION

L'Europe fédéraliste pointe-t-elle à l'horizon?

Que de chemin parcouru par l'Europe en un an: l'euro retrouve des couleurs, l'économie du vieux continent affiche des statistiques qui ne cessent de surprendre positivement et les indicateurs avancés de la conjoncture sont bien orientés. Last but not least, les investisseurs internationaux semblent avoir retrouvé de l'attrait pour «l'enfant malade» de l'économie mondiale, si l'on en juge par les flux de capitaux depuis quelques mois. Une ambiance bien différente à la morosité générale qui régnait à l'encontre du continent européen il y a un an.

Dans ce contexte, les leaders politiques paraissent vouloir battre le fer pendant qu'il est chaud. Il y a d'abord eu Emmanuel Macron et ses propositions pour relancer le processus d'intégration, avec des projets spécifiques comme la création de champions économiques régionaux ou la volonté de renforcer le pouvoir budgétaire central. La réponse de Angela Merkel a été mesurée, puisqu'elle a accepté de considérer les propositions tout en limitant leur ampleur éventuelle. Il est vrai que la chancelière, confrontée aux échéances électorales, a dû ménager la chèvre et le chou. Elle devait tenir compte d'un électoral eurosceptique, qui pouvait être tenté par un vote de protestation, dans le cas d'une prise de position trop marquée en faveur du fédéralisme européen.

Il y a également eu le discours de M. Juncker, Président de la Commission, qui a fixé le cap d'une relance du projet d'intégration, en soulevant des aspects économiques et institutionnels, comme la redéfinition des droits de vote au sein de l'Union. Un vrai pavé dans la marre des

euroseptiques de tout poil qui donnent de la voix un peu partout en Europe.

Tenter de relancer le projet européen dans les conditions actuelles peut paraître logique. Il s'agit de surfer sur une vague de reprise économique qui ne se dément pas. Toutefois, il s'agit d'une idée audacieuse et à double tranchant. Il faut en effet considérer l'impact d'un tel projet sur le résultat des élections allemandes. N'a-t-on pas pris le risque de voir l'électorat, qui s'était fait à l'idée d'un nouveau mandat pour la chancelière, se laisser tenter par un vote de «contre-pouvoir» qui ramènerait le FDP dans le jeu politique allemand et qui explique la forte percée de l'AfD? Il est vraisemblable que A. Merkel devra composer une coalition gouvernementale, dans laquelle un FDP renforcé pourrait avoir un rôle crucial à jouer. Or, on sait que le ce dernier parti n'est pas animé par des vues europhiles. L'engagement européen de Mme Merkel n'est pas discutable, même si beaucoup lui ont reproché son approche unilatérale de la gestion de la crise des migrants. Elle n'a cependant pas les mains libres pour engager l'Allemagne vers une plus grande fédéralisation de l'Europe. Réélue, il lui faudra reprendre le dossier et nul ne peut dire si la porte qu'elle a entre ouverte sur l'idée de relancer le projet européen pourra être plus largement «enfoncée». Elle devra s'ajuster au gouvernement sorti des urnes et dont la composition ne sera pas facile à établir. Ainsi, une coalition CDU-FDP-Verts pourrait s'avérer moins ouverte à l'idée européenne que la grande coalition qui a gouverné l'Allemagne récemment. Il est donc erroné de penser que

2018 sera nécessairement une année marquée par une percée dans le sens d'une Europe plus fédérale.

Dans ce contexte, il y a un risque qu'il ne faut pas occulter: mettre la barre des ambitions trop haut et alimenter des attentes excessives sur l'intégration européenne. Aller vers davantage de fédéralisme n'est pas une idée nouvelle, au contraire. On sait que l'une des raisons de la crise européenne du début de cette décennie est l'inadéquation entre l'intégration européenne - particulièrement sur le plan fiscal - et la création de l'union monétaire, dont le fonctionnement était et reste sous-optimal. Les espoirs excessifs nourris par les politiques lors de la mise en place de l'Euro, ont fini par «se briser» face à une réalité différente. Le mieux est souvent l'ennemi du bien! Nourrir les espoirs d'une Europe plus fédérale qui se briserait devant l'absence de volonté ou devant la capacité limitée des politiques de délivrer des mesures concrètes pourrait rapidement être sanctionnés. Comme «chat échaudé craint l'eau froide», il y a fort à parier que les investisseurs n'attendent pas aussi longtemps que dans le cas de «l'échec de l'Euro» pour afficher leur insatisfaction en cas de déception. Susciter des espoirs que l'on n'est pas en mesure de satisfaire est un jeu dangereux. Emmanuel Macron et Monsieur Juncker pourraient avoir mis l'Europe dans une position d'obligation de résultat un peu précipitée! Voilà de quoi ne pas se laisser griser par les déclarations fracassantes et juger sur pièce de la capacité de l'Europe à délivrer sur ses ambitions fédéralistes en 2018. ■